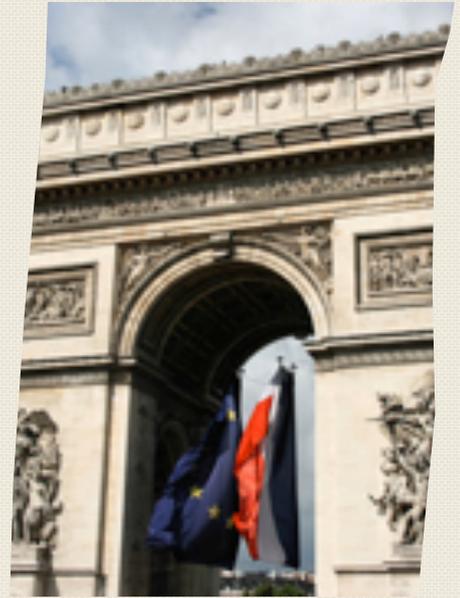


# LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 5 DECEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- 1) Il veut sa place
- 2) Le fiasco
- 3) La social-démocratie touche le fond
- 4) L'un non, l'autre hésite
- 5) Il insiste lourdement
- 6) La Gauche, responsable ?...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) "Valls a trahi", dénonce un proche de Hollande



**Il est l'un des intimes du président de la République. Membre de la promotion Voltaire de l'Ena, l'avocat Dominique Villemot publiait d'ailleurs à la fin de l'été "François Hollande, le courage de réformer", un ouvrage dédié à la défense de son bilan. Pour "Marianne", il analyse les raisons du renoncement du chef de l'Etat et explique pourquoi il ne soutiendra pas l'actuel Premier ministre.**

**Marianne : Comment avez-vous compris le renoncement de François Hollande ?**

**Dominique Villemot :** Je n'étais pas au courant mais c'est dans la logique de ce qui s'est passé depuis plusieurs jours. Il était désormais clair qu'il ne pouvait pas passer par la primaire de gauche. Avec l'appel d'Arnaud Montebourg, la déclaration de Claude Bartolone, le président de l'Assemblée nationale appelant à un affrontement Hollande-Valls et enfin, l'interview de Manuel Valls dans le Journal du dimanche... On comprenait bien que cette primaire allait devenir un référendum contre Hollande. Et de plus, il était difficile d'être candidat directement à la présidentielle dès le début du mois de décembre.

**Manuel Valls est-il le successeur naturel ?**

Encore faut-il qu'il la gagne, cette primaire. C'est quelqu'un qui clive beaucoup, par ses idées et sa personnalité. Il laisse peu de place pour le dialogue politique ou social.

**A-t-il trahi selon vous ?**

Il n'a certainement pas été loyal. Et oui, il a trahi. C'est lui qui a amplifié l'effet du livre de Davet et Lhomme en déclarant : "J'ai honte". Sa déclaration dans le JDD était aussi choquante. Au final, c'est lui qui a voulu empêcher le Président d'être candidat.

**Il ne sera pas votre candidat ?**

A priori, non, je ne soutiendrai pas Manuel Valls. Je pense qu'il ne pourra pas jouer un rôle important dans la présidentielle, et Arnaud Montebourg non plus d'ailleurs. Emmanuel Macron est désormais bien installé sur le créneau de la gauche réformatrice, ce qui faisait la force de Valls au PS. Quant à Montebourg, il est

conurrencé sur le créneau de la gauche radicale par Jean-Luc Mélenchon. Jusqu'ici, le PS parvenait à allier la gauche réformatrice et la gauche radicale en son sein. Ce n'est désormais plus le cas.

**Vous serez derrière Emmanuel Macron ?**

Je veux respecter une période de décence, de deuil, après l'annonce de François Hollande. Je dirai dans quelques jours qui je soutiendrai.



[marianne.net](http://marianne.net)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

**II) A la «Belle Alliance populaire», atonie et manœuvres**

Par christophe Gueugneau et Mathieu Magnaudeix

**La «Belle Alliance populaire» devait lancer en fanfare, ce samedi 3 décembre à l'occasion d'une convention nationale, les primaires du PS et de ses alliés. À la tribune, les hommages à François Hollande se sont enchaînés. Mais tout le monde pense à la suite : Manuel Valls devrait être candidat sous peu.**

**L**e parti socialiste avait d'abord prévu 10 000 personnes. Avant de ramener le chiffre à 5 000, puis 4 000, pour finir, samedi à Paris, avec à peine

3 000 personnes. La convention nationale de la Belle Alliance populaire, ce mouvement qui englobe le PS et quelques petits satellites, devait donner le coup d'envoi en fanfare de la primaire du PS. Mais sous le choc de la décision jeudi de François Hollande de ne pas se représenter, et alors que les candidats déjà déclarés à la primaire avaient vraisemblablement autre chose à faire, le meeting, organisé dans un centre de congrès de la Villette à Paris, a pris des airs lugubres, malgré les couleurs chatoyantes du décor et plusieurs caméras pour filmer les podiums.

À la tribune, Marisol Touraine, la ministre de la santé, ou Najat Vallaud-Belkacem, celle de l'éducation, ont un peu réveillé la foule en vantant leurs réformes et en attaquant fort François Fillon, le candidat de la droite. « Nous n'avons pas le droit de livrer les Français au programme de la droite », lance Najat Vallaud-Belkacem. « Assumons le bilan et portons-le », a renchéri Marisol Touraine. Tous rendent évidemment hommage avec des trémolos dans la voix à la décision de François Hollande de ne pas se représenter. « Respect! Respect pour cet homme qui a pensé d'abord à la France et qui a vu la situation dans laquelle elle était. Merci François pour le travail que tu as mené », tempête le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis dans son discours final.



3 000 participants ce samedi, porte de la Villette. Le PS en avait espéré davantage © Thomas Haley

Autour de lui se trouvent d'autres ministres et secrétaires d'État : Emmanuelle Cosse (logement), Estelle Grellier (collectivités territoriales), Jean-Vincent Placé (réforme de l'État) ; on aperçoit également François de Rugy, candidat à la primaire par le truchement de son micro-parti parti écologiste, ou Jean-Luc Bennahmias, lui aussi candidat par l'intermédiaire de son micro-parti Front démocrate.

Ces deux partis sont membres de l'Union des démocrates et écologistes (UDE). Du coup, la Belle Alliance peut afficher ces trois partis comme membres, en plus du PS. Une astuce qui fait vivre l'illusion d'une « alliance » depuis sa création au printemps dernier. Dans les travées, d'autres candidats se démènent pour attraper un peu de lumière médiatique...

Les hollandais historiques ont déserté. De même que les aubrystes, ou ce qu'il en reste. Annoncé pour le discours de clôture, le premier ministre Manuel Valls n'est finalement pas venu. L'annonce imminente de sa candidature à la primaire – dimanche soir ? lundi ? mardi matin ? rien ne semble arrêté – rendait l'exercice compliqué. Arnaud Montebourg et Benoît Hamon ne sont pas venus non plus. « Ce rassemblement célèbre l'esprit de la primaire », justifie le numéro deux du PS, Christophe Borgel, chargé de l'organisation du scrutin des 22 et 29 janvier. Autrement dit, cette journée est là, après le retrait de François Hollande, et avant que ne sortent les couteaux, pour permettre d'afficher un semblant d'unité. Dans son discours de clôture, Cambadélis a appelé une fois de plus Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon à rejoindre la primaire, ce qu'ils excluent – le retrait de François Hollande n'y a rien changé.

Passé quelques minutes en début d'après-midi avant de s'éclipser, Mathieu Hanotin, le directeur de campagne de Benoît Hamon, juge le rassemblement peu utile. Le frondeur Christian Paul, député de la Nièvre récemment rallié à Arnaud Montebourg, répond d'un laconique texto quand on lui demande s'il est sur place : « Nous n'avons jamais vraiment considéré la BAP comme une initiative opportune... la moitié du PS n'y est pas. »

Dans les travées du "Paris Event Center", les proches de Manuel Valls sont pressés de questions. Quand le premier ministre va-t-il y aller ? « Il n'y a pas le feu au lac », démine le député Philippe Doucet. Surtout ne pas donner l'impression de se précipiter ni de se réjouir du retrait du chef de l'État. Quittera-t-il vraiment le gouvernement, ce qui provoquerait un remaniement ? « Ce n'est pas automatique », répond-il. S'il démissionne, Manuel Valls devra en effet faire campagne avec les moyens réduits octroyés par le PS (une enveloppe de 50 000 euros), et serait privé des moyens de l'État. Au PS, certains rappellent déjà que lorsqu'il était candidat à la présidentielle en 2002, Lionel Jospin, alors premier ministre, n'avait pas quitté Matignon pour faire campagne...



La ministre de la santé, Marisol Touraine, a vanté le bilan du gouvernement et fustigé la droite. En évitant de parler primaire © Thomas Haley

En réalité, les proches du premier ministre savourent discrètement le renoncement de François Hollande, qu'ils célèbrent comme leur triomphe. Ils espèrent bien que par réflexe légitimiste, ou par peur du vide, une grande partie du PS soutiendra leur champion une fois celui-ci déclaré. C'est d'ailleurs déjà le cas de plusieurs ministres – les ministres Jean-Yves Le Drian et Patrick Kanner, les secrétaires d'État Juliette Méadel ou Estelle Grelier.

Il leur faudra encore convaincre des pans entiers du PS, qui, s'ils partagent la ligne gouvernementale, sont loin d'être convaincus par l'homme, son style, ses coups médiatiques ou, sur le fond, sa vision d'une laïcité maximaliste. À commencer par une partie du noyau dur des hollandais, encore sonné par la décision de François Hollande que beaucoup n'attendaient pas. Ancien chef de cabinet adjoint de François Hollande à l'Élysée, Christophe Pierrel se démène par exemple publiquement pour faire émerger une autre candidature. « À ce stade, il y a un trou dans la raquette : on n'a pas celui ou celle qui serait l'héritier de François Hollande, de sa vision politique », dit-il. À l'entendre, l'espace « central » du parti aurait tort de ne pas réfléchir à une alternative d'ici au 15 décembre, date limite du dépôt des candidatures.

[mediapart.fr](http://mediapart.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

### III) Le renoncement de François Hollande ou la social-démocratie épuisée

Fabien Escalon France

**Depuis la crise de 2008, les partis de centre-gauche sont plus que jamais appelés à se réinventer. Les recettes sociale-libérales sont aussi épuisées que les remèdes keynésiens. En renonçant à poursuivre un second mandat, François Hollande admet son incapacité à penser le nouvel âge de la social-démocratie.**



François Hollande le 3 décembre 2016, à Abu Dhabi. KARIM SAHIB / AFP

«Historique», voilà le mot qui est revenu dans la bouche de nombreux commentateurs au moment d'apprécier la portée du geste de François Hollande, effectivement inédit sous la Ve République: renoncer à poursuivre un second mandat. Au-delà de son sort personnel, on peut s'interroger sur ce que cet évènement révèle de la famille politique européenne du Président de la République. En effet, son élection n'était pas intervenue à n'importe quel moment: quatre ans après les débuts d'une crise structurelle de l'économie globale, elle marquait l'arrivée de socialistes à la tête d'un État majeur de l'Union européenne.

L'impossible progrès social

Inscrit dans cette perspective plus large, l'échec de François Hollande apparaît à première vue comme relativement banal. Ce n'est pas la première fois en France, et encore moins en Europe, que des sociaux-démocrates se résignent à des politiques orthodoxes dans une situation économique médiocre.

Les compromis capital/travail positifs pour le salariat dans les années 1950-70, c'est-à-dire ceux qui ont fait les heures glorieuses de la social-démocratie européenne, reposaient sur des niveaux de croissance exceptionnellement élevés dans l'ensemble.

Des niveaux plus faibles, au demeurant conformes aux tendances dominantes du capitalisme depuis qu'il existe, supposent en effet que les compromis à trouver s'approchent de plus en plus d'un jeu à somme nulle, engendrant gagnants et... perdants.

Or, au fur et à mesure de leur assimilation dans la classe dirigeante des États-nations en compétition sur la scène internationale, les élites sociale-démocrates sont devenues de plus en plus soucieuses d'éviter un haut degré de conflictualité sociale, surtout si les milieux d'affaires risquent d'en pâtir et d'exercer un chantage à l'investissement.

Déjà à la fin des années 1970, en plein reflux de la productivité et aux prises avec une inflation galopante, les gouvernants sociaux-démocrates ont peiné à défendre les intérêts du salariat, dont ils auraient théoriquement pu encourager les prétentions au partage des richesses et surtout du pouvoir économique. En 1976, le politiste Leo Panitch écrivait ainsi à propos du Parti travailliste britannique:

*«Plus étroites sont les marges de manœuvre de la réforme sociale, plus grande est la réticence de la classe capitaliste à accorder des concessions, plus il est probable que le Labour offre la classe ouvrière en sacrifice au nom de l'intérêt national».*

Il n'est pas anodin que les partis sociaux-démocrates, après bien des concessions au néo-ou à l'ordolibéralisme, aient connu un nouveau pic électoral et de présence gouvernementale à la fin des années 1990, lorsque la croissance mondiale et des pays capitalistes avancés avait retrouvé des niveaux conséquents (entre 3 et 4% pour la zone euro en 1999-2000). Ce n'est pas non plus une coïncidence si la décennie 2000, moins prospère, a été marquée par une reprise du lent déclin électoral de cette famille politique.

C'est de cette période que date la défaite de Gerhard Schröder après deux mandats, à l'issue desquels le SPD a perdu des centaines de milliers de voix, partiellement au profit du parti de gauche radicale Die Linke. C'est aussi à ce moment-là que les sociaux-démocrates suédois ou néerlandais ont été rejetés dans l'opposition.

La crise de 2008 a en quelque sorte précipité l'éclatement des contradictions du social-libéralisme, qui comptait sur la prospérité générée par un ordre productif concurrentiel et inégalitaire, dominé par la haute finance, pour «se permettre» le plein emploi et l'inclusion sociale des plus fragiles.

Au Royaume-Uni, les travaillistes dirigés par Gordon Brown en ont fait les frais en 2010, et continuent de payer aujourd'hui. Dans les pays d'Europe du Sud, les socialistes au pouvoir ont considéré que l'austérité était le seul choix possible, avant d'être sévèrement sanctionnés par leur électeurat. C'est dans ce contexte que le PS français est arrivé au pouvoir en France.

Avec son espoir de bâtir une «démocratie sociale», François Hollande souhaitait visiblement construire un équilibre entre compétitivité et justice auquel les pays d'Europe du Nord ou du Centre sont réputés aboutir. Le problème, c'est que la France n'a jamais disposé des organisations permettant d'institutionnaliser ce genre de compromis.

Au demeurant, il ne faut pas fantasmer l'état des relations professionnelles en Europe: quasiment partout, celles-ci ont évolué vers une décentralisation des négociations, dans un sens défavorable au travail subordonné, en particulier pour ceux qui ne sont pas embauchés dans les secteurs les plus performants à l'exportation.

Par la suite, le Président a compté sur les effets d'une politique de l'offre classiquement néolibérale, en comptant sur le retournement de la conjoncture et les effets des gains de compétitivité enregistrés par les entreprises.

Las, il s'agissait de remèdes ignorant la dimension structurelle de cette crise, combinant les menaces à la déflation, une sphère financière abreuvée de liquidités sans débouchés dans l'économie «réelle», un régime monétaire rigide pour des économies hétérogènes dans la zone euro...

Il est d'ailleurs frappant de voir à quel point

Hollande s'est révélé incapable d'expliquer les motifs d'un bilan socio-économique pour le moins contrasté, comme si son impopularité était tombée du ciel ou n'avait tenu qu'à quelques polémiques suscitées par des livres de journalistes.

D'un bout à l'autre du quinquennat, il est apparu comme un analyste dérouté par la crise en cours, ne semblant trouver refuge et stature que dans les moments les plus «régaliens», lorsque le recours aux forces de l'ordre ou aux forces armées est en jeu.

Alors qu'une des ressources du socialisme français a toujours résidé dans la force de sa pédagogie auprès des militants et des citoyens qu'il tentait d'éclairer, Hollande n'aura rien sur transmettre des mutations du système-monde post-2008.

### **Nationalisme du «cercle de la raison » ou démocratie radicale?**

En somme, la «disparition» de François Hollande de ce scrutin symbolise l'évanouissement des vieux remèdes, qu'il s'agisse de compromis travail/capital (pour lesquels la base matérielle indispensable se révèle manquante) ou des solutions sociale-libérales (impuissantes à faire reculer significativement le chômage et la précarité).

Elle signale que si les partis de la vieille famille sociale-démocrate (plus d'un siècle d'existence!) veulent rester des acteurs qui comptent dans la compétition politique, ils doivent s'ajuster au nouveau monde en gestation.

Or, cet ajustement est douloureux pour les dirigeants en place. Si Hollande en est une première victime en France, au Royaume-Uni, ce sont les candidats opposés à Jeremy Corbyn pour la direction du Labour qui en ont fait les frais.

En Espagne, les «barons» du PSOE ont en revanche eu raison de Pedro Sanchez qui souhaitait empêcher un gouvernement de droite d'être investi, mais se retrouvent dans une voie stratégique très incertaine.

En Italie, Matteo Renzi joue une part importante de sa légitimité et de sa crédibilité ce week-end, avec un référendum sur les institutions contesté par une frange oppositionnelle de sa propre formation, le Parti Démocrate.

Comme nous l'avons déjà raconté sur Slate, Valls et ses partisans ont déjà avancé des pions pour dessiner un nouvel espace doctrinal et stratégique pour le centre-gauche. La ligne serait celle d'un «nationalisme du cercle de la raison», pro-business mais garant d'ordre et de sécurité, en direction d'une nation perçue comme étant en manque d'autorité.

Plus que François Hollande, les vallsistes envisagent favorablement la perspective de coopérations avec la droite «respectable», mais restent curieusement muets sur les nouvelles règles électorales qui le permettraient.

Longtemps, les «frondeurs» du quinquennat ont été handicapés par une critique peu audible des choix de l'exécutif, très technique ou prenant pour point de référence le programme présidentiel de 2012.

Chez Arnaud Montebourg et Benoît Hamon, on repère cependant des tentatives de proposer une offre politique tirant les leçons de l'échec hollandais. Pour le premier, il s'agit d'une position plus offensive (quoiqu'encore floue) sur l'UE et le libre-échange, ou encore de la prise en compte de thèmes jusqu'alors dédaignés par la gauche, comme l'exaspération vis-à-vis de l'inflation des normes.

Pour le second, il s'agit d'un aggiornamento revendiqué sur la question écologique, et d'une inspiration plus générale de la part des nouveaux mouvements de gauche en Europe, qui remettent au centre du débat la démocratisation des régimes représentatifs contemporains.

### **Les spécificités du cadre institutionnel français**

L'enjeu du type de régime dans lequel on vit n'est pas anecdotique. Si François Hollande s'est retrouvé dans une situation impossible qui ne lui laissait le choix qu'entre le renoncement ou l'humiliation, c'est aussi parce que les ressources de la Ve République lui ont permis de s'exonérer tout au long de son quinquennat de rendre des comptes à sa majorité.

Il n'y a qu'en France que le chef de l'exécutif possède un tel ascendant sur les députés. Depuis l'instauration du quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, ceux-ci sont élus dans la foulée de l'élection présidentielle pour servir la politique du chef de l'Etat, tandis que le même rapport de force asymétrique perdure depuis 1958, entre un Président qui peut dissoudre l'Assemblée sans risquer d'être démis par elle.

Hollande a ainsi pu ignorer toutes les alertes de son parti au moment de gouverner, avant de réaliser un peu tardivement qu'il en avait besoin pour se faire réélire, au point de concéder l'organisation d'une primaire dont il s'est vite rendu compte qu'elle scellerait peut-être prématurément son sort.

Pour les socialistes souhaitant jouer un rôle en 2017 et après, l'impératif est donc non seulement de formuler une offre politique adaptée à la crise structurelle du capitalisme et des régimes représentatifs dans l'UE, mais aussi de réfléchir à l'évolution spécifique d'une République française à bout de souffle.

Fabien Escalona



[slate.fr](http://slate.fr)

**MAIS AUSSI :**

### **COMMUNIQUE**

Je me souviens avoir entendu dans une réunion lors de mon militantisme au parti socialiste par un invité **M. BRIDEY Jean-Jacques** Maire de la ville de Fresnes et Député du Val-de-Marne, accompagné de son lieutenant **Jean-Jacques UM** suite aux premiers mois du quinquennat de François Hollande et à la politique de son gouvernement qui à l'époque a plombé la croissance et l'emploi : augmentation des impôts et taxes sur les entreprises, création du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) etc...

Avoir déclaré je cite « *Ne vous inquiétez pas la politique menée par le gouvernement mènera à une amélioration et une redistribution meilleure pour le pouvoir d'achat de chaque français.* »

Presque en fin de quinquennat le résultat est catastrophique au point que dans le journal de 20 h du 1 décembre 2016, après un suspense de

quelques jours pour savoir si le président de la République devait se représenter ou pas, ce dernier apporte à son honneur une réponse négative.

Belle idée et initiative de la part de François Hollande de vouloir éviter que la gauche se divise encore plus, mais le mal a été fait non par le président de la République mais par la politique menée par les gouvernements successifs notamment le dernier celui de Manuel Valls Premier ministre: déchéance de la nationalité, abus du 49.3 pour faire passer des lois scélérates, loi sur le travail dite loi El Khomri, SMIC bloqué, augmentation des retraites aux oubliettes...

Le pire est d'entendre encore quelques (beaucoup) de socialistes approuver cette politique dite sociale démocrate, sociale libérale, sociale gaulliste etc...etc...

Lapresseenrevue.eu

2 décembre 2016

## IV) Macron refuse de participer à la primaire, Valls prêt à se déclarer candidat

Le Monde.fr avec AFP et Reuters

Dans le « JDD », Emmanuel Macron estime que le processus de primaire « va juste scénariser un déchirement autour du bilan du quinquennat ». Manuel Valls pourrait quant à lui se déclarer lundi.



Emmanuel Macron lors d'une réunion électorale à Marseille, le 17 novembre. ARNOLD JEROCKI / DIVERGENCE POUR LE MONDE

La décision, « très digne et courageuse », de François Hollande de ne pas briguer de second mandat, ne rebat pas les cartes de la primaire de la gauche, estime, dans un entretien au Journal du dimanche du 4 décembre, son ancien ministre de l'économie, Emmanuel Macron. Toujours selon le JDD, la candidature de Manuel Valls à la primaire devrait intervenir ce lundi, au plus tard mardi matin, avec l'officialisation de sa démission dans la foulée. « Ça va se faire vite », assure l'un de ses lieutenants.

Le fondateur du mouvement « En marche ! » réaffirme de son côté son intention de se présenter à la présidentielle de 2017 sans en passer par cette consultation. Alors que le premier secrétaire du parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, l'a appelé à participer à ce processus de désignation pour que la gauche lance un seul candidat dans la course à l'Élysée, M. Macron se montre très critique à l'égard de la démarche.

*« Vont probablement s'opposer [lors de la primaire] un futur ex-premier ministre [Manuel Valls] et des ministres qu'il a exclus du gouvernement parce qu'ils ne partageaient pas sa vision. Et on veut nous faire croire que la primaire leur permettrait demain, si l'un d'entre eux devenait président de la République, de gouverner ensemble pendant cinq ans ? Soyons sérieux, cette primaire va juste scénariser un déchirement autour du bilan du quinquennat. »*

*« Quand on prétend présider aux destinées d'un pays, on n'est pas là pour s'enfermer dans des querelles de clans », explique-t-il. « La gauche est éliminée du second tour depuis dix-huit mois ! Il n'y en a pas un qui va au second tour ! Pas un ! Quand bien même cette primaire se passerait bien, le vainqueur n'y arriverait pas. Si Arnaud Montebourg sort de la primaire, vous pensez que Valls le soutiendra ? Si Manuel Valls gagne, pensez-vous que les soutiens d'Arnaud Montebourg ou de Benoît Hamon iront derrière lui ? », fait-il valoir.*

### « Compromis d'appareil »

L'ancien ministre de François Hollande fustige également la primaire de la droite et du centre, qui vient de sacrer François Fillon. « C'est un succès en trompe-l'œil », résume-t-il.

*« Les progressistes de droite et du centre, tous ceux qui ont voté pour Nathalie Kosciusko-Morizet ou Alain Juppé, ne peuvent pas se retrouver dans le programme de François Fillon.*

*François Fillon aura une majorité parlementaire hétérogène et aura du mal, tout comme François Hollande avec ses frondeurs, à mettre en œuvre son programme. »*

*« La primaire construit des compromis d'appareil mais ne permet pas d'installer une cohérence programmatique », conclut Emmanuel Macron.*

L'ex-ministre de François Hollande critique par ailleurs fortement le programme de François Fillon. La droite *« propose de faire les réformes économiques de la Grande-Bretagne des années 1980 et de revenir à la France d'avant Giscard d'un point de vue social »*, considère-t-il dans le JDD.

### **« Combats à visage découvert »**

Interrogé enfin sur le président Hollande, il estime que celui-ci a été victime d'*« un piège construit par l'appareil et jusqu'au sein du gouvernement »*, qui s'est refermé sur lui. N'a-t-il pas lui-même joué un rôle dans sa disqualification ? *« Je n'ai jamais manqué de respect au président de la République. J'ai eu des désaccords stratégiques que j'ai toujours assumés ouvertement (...) J'aime les combats à visage découvert. Tout le contraire des tireurs couchés », commente-t-il. Puis il se tait quand on lui demande : « le tireur couché, c'est Valls ? »* L'ancien ministre de l'économie affirme enfin avoir déjà réuni *« plusieurs centaines de parrainages »* en vue de sa candidature.

[lemonde.fr](http://lemonde.fr)

## **V) Cambadélis appelle Macron et Mélenchon à rejoindre la primaire**

**Le Premier secrétaire du Parti socialiste a rappelé lors du discours de clôture de la convention de la Belle Alliance populaire que « l'unité » à gauche était un « combat ». Il a également attaqué le programme de François Fillon.**

Le ton est donné. « La primaire, c'est le moyen d'imposer l'unité, de faire en sorte que des familles séparées se retrouvent », explique le Premier secrétaire du PS, après avoir rendu un hommage au quinquennat de François Hollande.

*« À mon tour, je lance un appel à ceux qui n'ont pas compris que la modernité c'est que le peuple tranche, et non pas de trancher à la place du peuple. C'est le peuple qui doit désigner son candidat, et non pas le candidat qui doit désigner son peuple », avertit Jean-Christophe Cambadélis.*

### **« Faites en sorte que l'unité se réalise ! »**

*« Je lance un appel à Emmanuel Macron, à Jean-Luc Mélenchon : rejoignez la primaire de la gauche ! Faites en sorte que l'unité se réalise ! », a clamé le Premier secrétaire sous des applaudissements nourris, avant de faire une référence historique au Front populaire.*

### **« La casse du modèle social, ça ne passera pas ! »**

Jean-Christophe Cambadélis s'est ensuite attaqué avec force au programme de François Fillon. Énonçant une à une les mesures du vainqueur de la primaire de la droite sous forme d'anaphore, il a martelé que ce projet ne *« passerait pas »*.

<http://dai.ly/x54bk7s>

Interrogé par Public Sénat, il a par ailleurs précisé que Manuel Valls "donnera une réponse dans quelques jours" au sujet d'une éventuelle candidature à la primaire de la gauche.

Public Sénat

## **VI) Après Hollande : l'heure de la responsabilité pour la gauche**

La décision de François Hollande rebat les cartes à gauche, comme elles ont été rebattues à droite par la désignation de François Fillon. L'aveu d'échec étant acté, reste à redonner à la gauche ses couleurs et une dynamique propre.



Par Roger Martelli

Que la déclaration de François Hollande n'ait pas manqué de courage et de dignité est un fait. Elle n'estompe pas ce qui est évident depuis si longtemps : la politique suivie par l'exécutif depuis plus de quatre ans en a fait le président le plus mal aimé de la Ve République.

Habile et tenace, l'homme n'a pas manqué d'utiliser toutes les ficelles pour pouvoir, à l'instar de tous les sortants, défendre lui-même son bilan. Il a usé des malheurs des divisions de la droite, des malheurs de la gauche. Quand Macron s'est déclaré, il y a quelques mois, il a même tenté d'apparaître comme le plus central à gauche, entre son ancien ministre et Jean-Luc Mélenchon.

Rien n'y a fait. Égrenés les uns après les autres, les sondages, cruels, laissent présager une humiliation. Voilà des mois que les Français, quand ils étaient interrogés, affirmaient qu'ils ne voulaient pas d'un remake de 2012. Nicolas Sarkozy a le premier mordu la poussière ; François Hollande s'est résigné à le suivre deux semaines plus tard.

### **La droite a montré la voie**

Le paysage politique s'est épuré. Il n'en est pas moins d'une redoutable complexité. La droite, toutefois, a montré à sa manière la voie. Voilà

quelques décennies que s'est amorcée l'idée que, la droite et la gauche n'étant pas franchement antagoniques dans leur choix de gouvernement, la martingale gagnante se trouvait plutôt au centre. La victoire, pensait-on, se jouait dans la capacité à démobiliser l'adversaire, en "mordant" sur ses marges les moins déterminées.

Le jeu des primaires, en 2016, a poussé cette logique aux limites de l'absurde. Une partie de la gauche a pensé que, faute de dynamique à gauche, mieux valait peser sur le choix du candidat de la droite. Et, il y a quelques jours, Arnaud Montebourg a appelé les électeurs de droite à venir voter à la primaire socialiste pour faire barrage... à François Hollande.

Or, la droite a spectaculairement décidé de tourner le dos à ces tentations. Face au vibrant Sarkozy, on pensait que le "modéré" Juppé entraînerait jusqu'à une partie de la gauche contre Marine Le Pen. Les électeurs de droite se sont massivement déplacés pour dire qu'ils ne voulaient certes pas d'un retour de Nicolas Sarkozy, mais qu'ils voulaient une droite bien à droite. Ils ont choisi la variante française – travail, famille, identité – de la "révolution conservatrice" née aux États-Unis. Une main de velours dans un gant de crin, a-t-on dit. L'image est bienvenue.

La gauche est donc désormais devant un choix existentiel. Une partie d'entre elle va vouloir défendre becs et ongles les choix suivis depuis 2012. Manuel Valls s'y attèlera-t-il ? C'est le plus vraisemblable, primaire ou pas primaire. D'autres choisiront une version accentuée du tropisme centriste : Macron, avec son air de gendre idéal, parlant à la gauche et à la droite, est pour cela le candidat par excellence.

### Quelle partie de la gauche doit donner le ton ?

Reste à trouver le pendant vrai du choix de la droite : une gauche qui ne lorgne pas sur ses franges, mais qui fonde sa reconquête sur la mobilisation de son noyau dynamique. En bref, face à une droite bien à droite, seule une gauche bien à gauche peut relever le défi. Or, si c'est cela l'enjeu, le temps n'est plus à jouer la fine bouche. Une gauche bien à gauche est une gauche qui rompt avec plus de trois décennies de petits pas et de grands pas vers la droite. Et comment peut-on se tourner, pour incarner cette gauche-là, vers des individus qui ont porté très loin, jusqu'aux limites extrêmes qui séparent le réalisme du reniement, la logique gouvernementale qui plonge la gauche dans le marasme le plus complet ?

Dans le dispositif actuel – et il n'y en aura pas d'autre à court terme – Jean-Luc Mélenchon est le seul reconnu, par une part non négligeable de l'opinion, comme incarnant une rupture à gauche. Dans une gauche déchirée, il n'y a rien de plus urgent que de dire quelle est la partie de la gauche qui doit désormais donner le ton face à une droite radicalisée. Valls et Macron nous poussent plus à droite ; Montebourg ou Hamon ne nous portent nulle part. En revanche, l'amplification de la piste amorcée en 2008, avec le Front de gauche, peut cette fois porter le curseur vers la gauche.

Mais la dynamique heureuse de 2008-2012 n'est pas encore pleinement déployée. Les décisions de soutien à Mélenchon des militants du PCF et d'Ensemble laissent entendre que la conjonction vertueuse est à portée de main. Elle n'est pas pour autant complètement en mouvement. Pour qu'elle y parvienne, on ne peut que redire ce qui a déjà été ici formulé : le temps n'est plus aux rancœurs ; il n'est plus aux bras-de-fer ; il n'est plus aux coulevres à avaler.

Pour que l'unité l'emporte dans les faits, chacun doit y mettre du sien. Ce serait folie que, à l'arrivée, il n'en soit pas ainsi. Une seule chose compte : France insoumise, communistes, militants d'Ensemble, individus et forces qui ont porté le Front de gauche ne peuvent seulement se

juxtaposer. La gauche de gauche n'est debout que rassemblée.

« *Quand les blés sont sous la grêle Fou qui fait le délicat Fou qui songe à ses querelles Au cœur du commun combat* » (Louis Aragon, *La Rose et le Réséda*)

[regards.fr](http://regards.fr)

### **MAIS AUSSI :**

**Mélenchon: «Ce n'est pas la primaire de la gauche, c'est la primaire du PS»**

**Jean-Luc Mélenchon ne sera pas candidat à la primaire de la gauche, comme le voulait Cambadélis.**



**A**près Emmanuel Macron, c'est Jean-Luc Mélenchon qui a répondu à la négative à l'invitation de Jean Christophe Cambadélis, le premier secrétaire du PS, à participer à la primaire de la gauche.

« Ce n'est pas la primaire de la gauche, je vous prie de bien vouloir l'admettre. Pourquoi vient-on me demander à moi de rallier cette primaire ? C'est la primaire du parti socialiste, je ne suis pas membre du parti socialiste. Je l'étais, je l'ai quitté, c'est pas pour y retourner. Et eux que vont-ils faire ? Supposez qu'ils m'élisent, ils vont tous devoir faire semblant d'être d'accord avec moi », justifie-t-il.

Mais ce qui préoccupe surtout Mélenchon, c'est François Fillon. « Moi, je suis candidat depuis février dernier, je le reste. Mon problème, c'est Monsieur Fillon. Est-ce que vous vous rendez compte du fait que, si je n'étais pas là, il n'y aurait personne pour faire campagne contre quelqu'un qui annonce tout à fait froidement au pays, et qui est bien placé dans les sondages, qu'il va supprimer la sécurité sociale, annuler la durée légale de l'ordre du travail, etc., etc. Un coup d'État social d'une violence dont le pays n'a jamais été témoin », s'agace-t-il.

lesoir.be

## **A Suivre... La Presse en Revue**

Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)